

# le Coquelicot

n°33

octobre  
2001

JE NE VEUX PAS  
MOURIR À CAUSE DES  
USINES ! IL FAUT  
QU'elles FERMENT !

la guerre  
économique

## dossier

Le débat de l'alibi  
de l'eau



## témoign



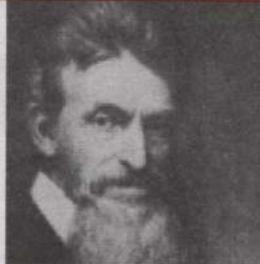
L'État pervers  
à La Reynerie

## lutte



Seveso  
sur Garonne

## mémoire



Le premier terroriste  
était Américain



ÇA M'ÉNERVE

# Oussama Ben pognon



● Oussama Ben Pognon a frappé. Dix jours après les attentats abjects qui ont si fort ému le monde civilisé, le « camp du bien » a su rappeler à ceux qui voulaient s'empreser de l'oublier qu'en matière de cynisme et de mépris des vies humaines, les fondamentalistes du mercantilisme occidental peuvent encore donner des leçons à leurs anciens mercenaires islamistes. La guerre sainte menée avec opiniâtreté, et depuis tant de décennies, contre le reste de l'humanité par les fanatiques du Dow Jones, du CAC 40, des jetons de présence et des stock options, si elle peine parfois à se montrer aussi spectaculaire, n'a en revanche aucun mal à prouver sa supériorité quand vient l'heure des décomptes macabres : la dizaine de milliers de morts de Bhopal, les enfants mourant de faim ou sacrifiés par les laboratoires pharmaceutiques, les victimes du trop prévisible « accident industriel » toulousain, tout comme les populations livrées aux alliés islamistes du « monde libre », n'auront jamais droit qu'aux larmes des crocodiles. Pas d'opération « Justice sans Limite » prévue, pas de frappe chirurgicale sur les assemblées d'actionnaires et les conseils d'administration ; l'impunité assurée pour les terroristes sans noms retranchés dans les sanctuaires inviolables de leurs sociétés anonymes, voici bien la preuve de la supériorité de notre civilisation. La minute de silence de l'Occident Chrétien épouvanté, les éditoriaux enflammés des « grandes plumes » (qui seraient plus à leur place entre les fesses de J.-M. Colombani qu'entre les pages des journaux) ne seront jamais pour nous. Personne ne prétendra jamais que nous sommes tous Toulousains. Et pourtant...

Et pourtant, condamnés à nos destins de dégâts collatéraux, nous disparaîtrons plus sûrement assassinés par un émule de Desmarest que par un disciple du Vieux de la Montagne. Mais nous n'aurons droit à la compassion du monde qu'enveloppés dans un linceul étoilé. Nous sommes tous Américains. Moi non plus.

> Ravachefolle

**Nos destins de dégâts collatéraux...**

LA GRANDE PAROISSE

# seveso sur-Garonne

Encore sous le choc des attentats meurtriers des États-Unis, la population toulousaine s'est trouvée le vendredi 21 septembre à 10h20 confrontée à un traumatisme similaire. Rapidement la carence des moyens de sécurité et de protection est apparue. Dans les quartiers périphériques le sentiment d'abandon fut réel et seule pendant les premiers jours la solidarité entre voisins a permis de faire face.

● AZF, ONIA, la Grande Paroisse sont les noms successifs donnés à l'entreprise pour masquer son ancienneté, elle faisait partie du paysage toulousain depuis 1920. Il est faux et mensonger de laisser dire qu'à cette époque l'usine se situait dans un « no man's land ». L'hôpital psychiatrique Marchand ainsi que le village de Lafourquette étaient là depuis belle lurette. Depuis, tous les permis de construire ont été signés par les représentants de l'État et les élus qui se sont succédé ; il s'agissait soit de décider de la construction de logements d'habitats sociaux, soit de bâtiments industriels.

## Un jour, ça va péter

On a même ces dernières années, accordé une autorisation d'extension de la production de matières dangereuses et réalisé la construction de l'autoroute A 620 empruntée par des centaines de milliers de personnes qui double la N 20 desservant toute la zone industrielle et commerciale jusqu'à Muret. Belle dose de mépris pour toute une population qui n'a pas cessé de protester, de manifester et n'a pas été entendue. Comme le dit une personne rescapée « on existe et

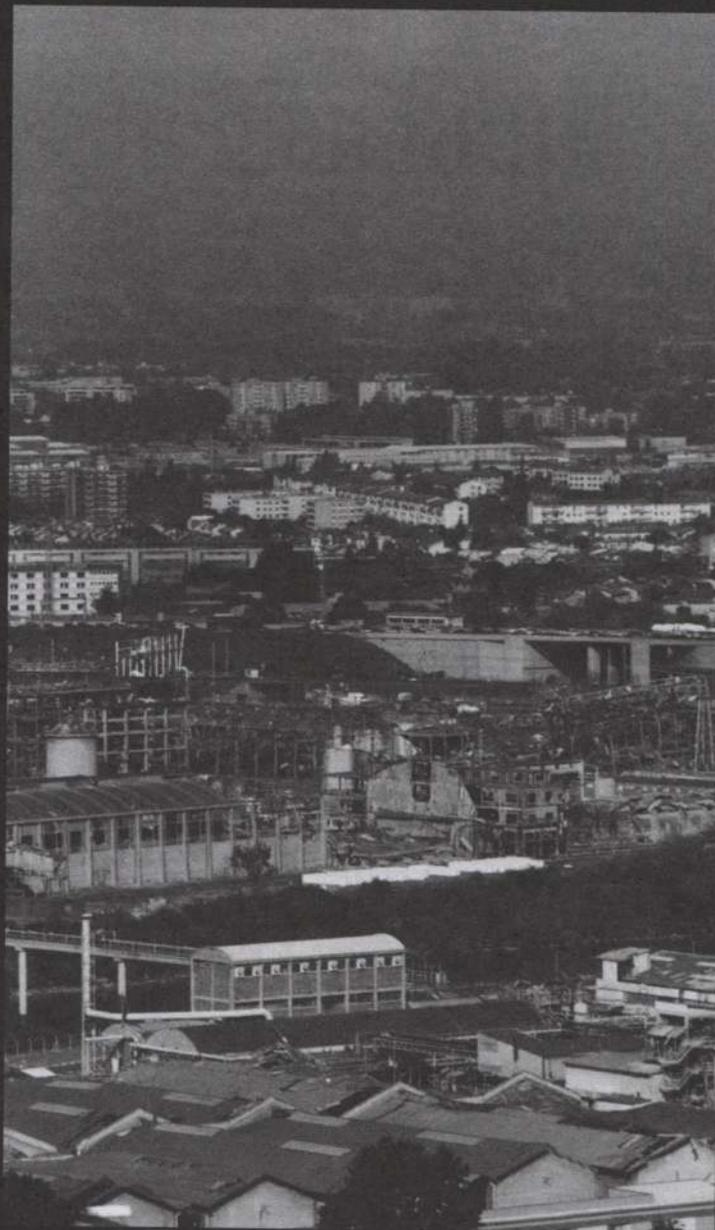
on ne nous trouve que pour voter » L'usine était une bombe à retardement, vétuste ; comme l'écrit *La Dépêche du Midi* du mardi 25 septembre, c'était bien une « poubelle chimique » : 6 000 tonnes de nitrate d'ammonium hautement explosif, stockées avec une grande quantité de phosgène, un gaz très dangereux. L'explosion s'est traduite par un impressionnant tremblement de terre (force 4 sur l'échelle de Richter) dont le souffle a été ressenti dans toute l'agglomération. Ce cataclysme a tué 29 personnes, ouvriers et acheteurs de la zone industrielle et fait des centaines de blessés, certains très graves. Les dégâts matériels considérables sont évalués pour l'instant à 5 milliards de francs. Dans certaines rues on a pu assister à de véritables scènes de guerre. La situation était connue et dénoncée depuis très longtemps, notamment en 1987, par les riverains et les écologistes locaux. Ils demandaient la destruction de ce site vétuste et dangereux d'autant plus que, dans les années cinquante déjà, une explosion avait fait aussi des morts. On ne rappelle plus les pollutions de la Garonne par ses rejets azotés et le permanent panache jaune de fumée qui voilait l'usine certains

**Un sentiment d'abandon...**

jours. Rien n'a manqué tout au long de ces années même l'odeur âcre de l'ammoniaque qui envahissait de temps en temps les quartiers périphériques. Les Toulousains connaissent depuis longtemps l'existence et les risques potentiels de ce site industriel hors âge et de ses sœurs jumelles, la SNPE (Société nationale des poudres et explosifs) et Tolochimie, toutes trois situées dans le même périmètre et très près du centre ville. Ceci explique le leitmotiv très connu des Toulousains « un jour ça va péter ». Ceux qui connaissent les personnels ouvriers, techniciens et ingénieurs qui travaillaient sur le site, savent qu'ils partaient au boulot avec la peur au ventre. Mais le chantage à l'emploi (500 personnes travaillaient directement sur le site auxquels s'ajoutaient les employés des entreprises de sous-traitance) a contribué à la démission des politiques tout en augmentant les profits et bénéfices de Total-Elf-Fina. Pour la sécurité, les employeurs se contentaient d'informer des risques de pollution chimique, mais en définitive la population n'était ni consultée, ni préparée à répondre aux risques réels liés à la dangerosité de ces entreprises.

## Des simulacres de dispositions sécuritaires

L'importance des dégâts humains et matériels a montré que tous ces simulacres de dispositions, même s'ils avaient pu être appliqués, étaient totalement inefficaces : se calfeutrer dans des appartements sans fenêtres, sans portes, respirer au travers d'un mouchoir mouillé, tous ces gestes frisent le ridicule face à l'ampleur de la catastrophe et montre le mépris dans lequel on tient les gens. Comment les édiles, les « responsables » techniques ont-ils pu continuer à préconiser ces consignes dérisoires, démagogiques et totalement surréalistes dans de tels moments ? Les secours apportés aux blessés par les pompiers et les comportements de solidarité des personnes présentes au moment de l'explosion près du site ont été exemplaires. On ne peut pas en dire autant des services de sécu-



La Grande-Paroisse.

rité municipaux ! Où sont passées les fameuses sirènes qui nous vrillent les oreilles tous les premiers mercredis de chaque mois ? Elles sont restées aphones. Que sont devenus ces services de la mairie censés intervenir et organiser les populations lors d'un risque majeur ? Il est aussi apparu de façon claire que l'intérêt et les aides des autorités, des médias, se sont portés sur les quartiers du centre au détriment, une fois de plus, des quartiers périphériques comme La Reynerie, Bellefontaine, Bagatelle, Empalot. En temps normal ces quartiers sont déjà abandonnés et exclus du développement économique et de la richesse au profit des quartiers plus

appréciés des investisseurs immobiliers. Vendredi des familles sont restées isolées dans leur appartement détruit, sans aide aucune si ce n'est celle de leurs voisins. Elles ont attendu le samedi voire le dimanche pour voir apparaître les premiers secours leur venir en aide. Or le premier centre d'aide psychologique a été installé en plein centre dans les locaux de la mairie, à cent lieux des véritables besoins.

## Pour une société non productiviste

Qui est responsable ? Les élus ? L'État ? Total-Elf-Fina ? Certainement les trois ensemble, à des degrés divers sans

doute. Il faudra faire payer les dégâts par Total-Elf-Fina au premier chef ; il ne faudra pas oublier les responsables politiques qui s'avèreront certainement « responsables mais pas coupables » C'est par une forte riposte sur le fond et sur la forme, que « Plus jamais ça », prendra toute sa valeur. Les comités de quartiers, les syndicats, les associations, les organisations pourront exiger la mise à disposition d'appartements vides, par la réquisition s'il le faut, à tous les sinistrés avec l'assurance que pas un seul Toulousain, un seul salarié y compris les intérimaires, sera laissé pour compte.

Il y a aussi la remise à plat, dans la transparence de tous les plans d'alerte et d'évacuation. Exigeons la destruction de tous ces produits dangereux et le démantèlement de toutes les entreprises à risques type « Seveso » de la région mais aussi de l'ensemble du territoire. Aujourd'hui Total commence à sortir du site toutes ces « saloperies » et les déménage (12 000 tonnes d'acide nitrite sont déplacées sur les zones de Rouen et de Grand-Puits en Seine-et-Marne).

Il est prouvé que pour faire des fertilisants on n'a pas besoin de produits chimiques, la fabrication de compost avec les déchets ménagers résout deux problèmes : leur stockage et leur transformation.

Il faut envisager une société non productiviste pour répondre aux vrais besoins des populations. Un long parcours reste à faire. C'est à quoi tous ensemble il faut s'attacher pour que cette catastrophe serve à quelque chose.

> Alternative libertaire

**ENTENDU À LA MANIF**  
« La question n'est pas de savoir si ces usines doivent être déplacées et où. Elles doivent être tout simplement détruites. Celle qui a explosé fabriquait des engrais au nitrate qui polluent abondamment et n'engraissent que les comptes des actionnaires, celles qui sont encore debout produisent des explosifs à usage militaire et des carburants pour fusées et missiles. Rien d'indispensable donc. »

**Répondre aux vrais besoins des populations...**



## DES CHIFFRES ET DES CASTAGNES

**29** morts et 4 000 blessés : c'est le bilan provisoire de l'explosion de l'AZF, due à « un processus physico-chimique long, engagé depuis 80 ans et qui a dû s'accélérer dans les jours qui ont précédé l'explosion » a déclaré le Procureur. Pour sa part, la DRIRE déclare : « Nous n'avions pas les moyens de tout contrôler ». Les moyens peut-être, mais le temps oui. (*Tout Toulouse*, n° 47).

**1** minute de silence : c'est la demande de Douste Blazy lors du conseil municipal du 24 septembre, contre 80 ans d'un silence de plomb des autorités locales et nationales, et des patrons qui se sont succédé à la tête de cette poubelle chimique.

**50** c'est le nombre de personnes tuées par l'explosion d'un navire chargé de 3 000 tonnes de nitrate d'ammonium à Brest, dans le Finistère en 1948. La même année, à Texas City, 560 morts dans l'explosion de deux navires. Une explosion de ce même produit dans l'usine BASF en Allemagne en 1921 fait 450 victimes et détruit 400 habitations. Les groupes clandestins corses connais-

sent les propriétés explosives du nitrate, mais à l'évidence ni la direction ni les experts de l'AZF n'étaient au courant. (*La Dépêche*, 25/09).

**4,07 %** c'est le "boum" des valeurs de Total-Elf-Fina à la Bourse de Paris, le lundi 24 septembre, 4 jours après la disparition de l'AZF et ses 29 morts. On nous expliquera peut-être plus tard que les fonds de pension des retraités américains en ont tiré bénéfice. (*La Dépêche*, 25/09).

**1 000** ouvriers : c'est le nombre de salariés au chômage technique sur les trois sites considérés « Seveso », à Toulouse. Pour Marc Blondel, secrétaire général de FO il n'est pas question de délocaliser. « C'est aussi stupide que de mettre les villes à la campagne » (pauvre Alphonse Allais). De plus, pour lui, la solidarité financière doit venir de l'impôt ? Il oublie les énormes bénéfices que Total-Elf-Fina faits sur le dos de la sécurité des employés de l'usine. Il faut lui offrir son petit pavillon « ça m'suffit », à sa retraite, dans un site classé « Seveso ».

► **Bibass**

**Le "boum" des valeurs...**

## LU À LA MANIF

Nuit du 21 au 22 septembre, des habitants de Toulouse en deuil.

# Toulouse la meurtrie

● « Les autorités savaient, elles ne pouvaient pas ne pas savoir que l'explosion allait avoir lieu. Les autorités sont informées depuis toujours, et plus particulièrement depuis ses dernières vingt années. De nombreuses alertes ont été lancées par les habitants des quartiers voisins, par les travailleurs, par les associations militantes, par les services de contrôle et de sécurité. Les autorités sont responsables d'avoir aidé à installer de véritables bombes aux abords de la ville et d'avoir construit ou laissé construire des quartiers d'habitations aux alentours.

Les autorités sont responsables de n'avoir rien fait pour faire fermer ces usines de mort.

Les autorités sont responsables de n'avoir pas averti les populations qu'une catastrophe majeure pouvait avoir lieu à tout instant.

Les autorités sont responsables de ne pas avoir fait sonner les sirènes d'alarme prévues à cet effet

Les autorités sont responsables de ne pas avoir fait évacuer les quartiers touchés par les effets gazeux de l'explosion. Les habitants des quartiers sud de la ville sont restés des heures sous le vent de fumées toxiques.

Les autorités sont responsables de ne pas avoir pris en compte le risque de catastrophe majeure potentiel de part les nombreux produits chimiques très dangereux dont le redoutable phosgène (chlore plus

**Des usines de mort...**

TOUS À LA CHAPELLE

# Rencontre libertaire

Le dimanche 23 septembre au squat autogéré de la Chapelle à Toulouse à l'initiative de l'Alternative libertaire et du Coquelicot s'est tenue une rencontre de militants libertaires.

● Que sont et que font aujourd'hui les libertaires pour faire entendre leur voix et peser dans les transformations sociales ?

Nous avons maintenu cette rencontre malgré les événements dramatiques qu'a subis l'agglomération toulousaine. La priorité de ce jour-là était de mettre l'accent sur des convergences d'action, de chercher à développer/renforcer des lieux de pratiques libertaires, de répondre rapidement, si besoin était d'intervenir dans les quartiers sinistrés, et d'avoir une réponse politique face aux dangers industriels et à l'abandon de la population toulousaine.

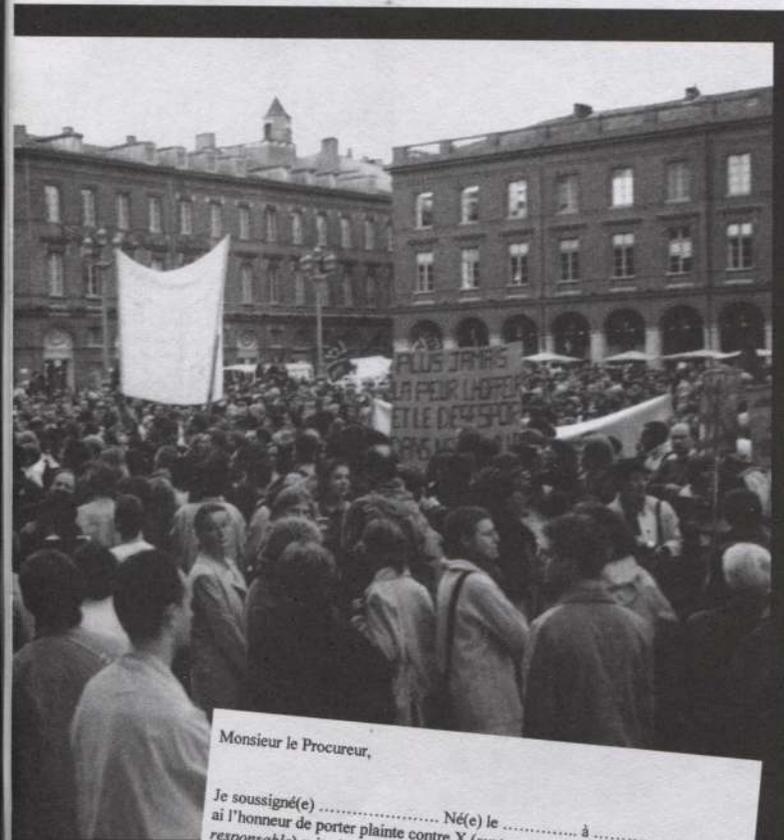
Une trentaine de personnes ont pu venir dans un premier temps pour partager leur angoisse, leur inquiétude, leur émotion et leur colère. Tout ceci s'est déroulé autour d'un buffet et au café la discussion à repris.

À Toulouse le mouvement libertaire dispose d'un ancrage réel dans les luttes : antifascisme, antiracisme, luttes des femmes, mouvement anti-mondialisation, écologie politique, syndicalisme révolutionnaire, média alternatif, web contestataire, expression culturelle dissidente, lutte contre les logiques urbaines et logements discriminatoires, squats autogérés... Les libertaires sont présents dans les luttes et bénéficient par les thèmes qu'ils défendent d'un fort potentiel de sympathie. Ils participent activement aux

mouvements sociaux mais leurs forces apparaissent dispersées et leur expression est diluée voire récupérée par d'autres composantes politiques. Ce débat pose le problème de l'apparition des libertaires. Ils ont des valeurs communes, ils ont une légitimité à apparaître en tant que tels, d'être visible dans l'action. Et pour cela, il y a un besoin de lieux de rencontre pour débattre, rassembler des énergies, casser les schémas de la politique politicienne, retrouver la dynamique libertaire, créer un contre pouvoir dans la ville. Si l'on n'est pas ensemble, il y a des raisons, des raisons qu'il faut dépasser. Le débat était riche, dense et d'autres rencontres permettraient d'aller plus loin... d'avoir des perspectives communes.

> **Alternative libertaire**

**Perspectives communes...**



Monsieur le Procureur,

Je soussigné(e) ..... Né(e) le ..... à ..... ai l'honneur de porter plainte contre X (surtout ne pas mentionner de responsable) suite à l'explosion du 21 septembre 2001 pour les faits suivants : (Décrire les préjudices subit par le plaignant, par exemple : blessures involontaires, destruction d'immeuble, préjudice moral et psychologique, ...).

Je désire que les responsables soient identifiés et poursuivis devant la juridiction compétente.

Vous remerciant de l'attention que vous porterez à cette requête, veuillez croire, Monsieur le Procureur, en l'expression de mes sincères salutations.

Modèle de lettre de plainte, à envoyer en recommandé avec accusé de réception, accompagnée de la photocopie de la carte d'identité à M. le Procureur de la République, Place du Salin, 31000 Toulouse.

oxyde de carbone) exploité sur le site.

Les autorités sont responsables d'avoir demandé aux habitants des quartiers de se confiner dans leur appartement, alors que portes et fenêtres avaient été arrachées par le souffle.

Les autorités sont responsables d'avoir militarisé la zone touchée plutôt que de l'avoir fait évacuer.

Les autorités sont responsables de prendre en otages les habitants de la ville.

Les autorités sont responsables d'avoir envoyé diverses équipes de secours (pompiers, SAMU, ambulances, service technique EDF, équipement...) sans les avoir instruites préalablement et souvent avec de simples masques à poussière.

Qui sont ces autorités responsables qui méprisent nos vies ?

La municipalité de Toulouse depuis de nombreuses années, les services de l'État, préfecture en tête, Direction de l'industrie, de l'environnement, les collectivités locales officielles, les partis politiques, les syndicats et les médias. Les patrons de l'industrie et du commerce, TOTAL-FINA-ELF.

Sont-elles coupables ? L'avenir nous le dira... Nul doute que la justice leur attribuera les circonstances atténuantes comme à l'assassin du jeune Habib.

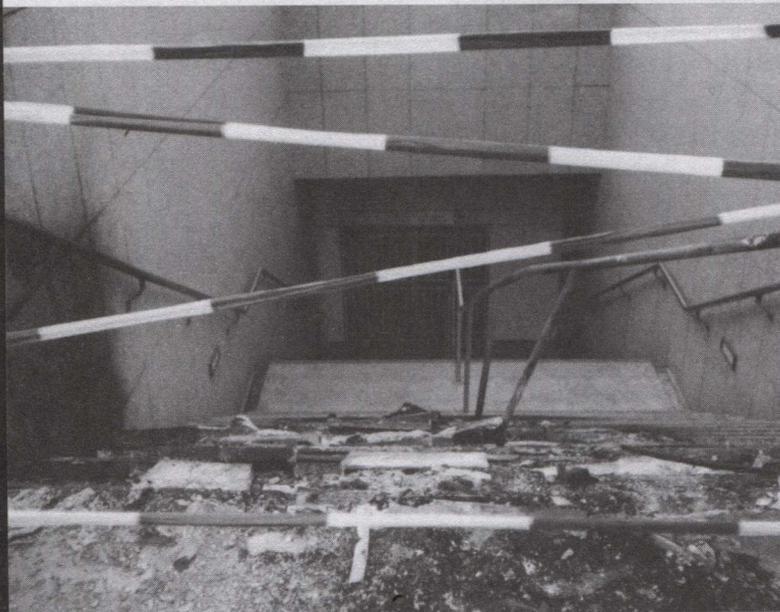
Nous sommes coupables de laisser se développer l'état de guerre permanente, l'état de guerre économique permanente, de collaborer avec l'industrie guerrière, de déléguer nos pouvoirs à des responsables jamais coupables. Nous sommes coupables de civisme assassin.

Ne nous laissons pas faire, ne les laissons pas faire. »

C'EST PAS DU PIPO

# L'État pervers à la reynerie

Le 8 août 2001 s'est ouvert le procès en correctionnelle du brigadier qui a tué, en décembre 1998, Habib, un jeune du quartier de La Reynerie à Toulouse. Ce dernier était en train de voler une voiture. Pendant plusieurs jours le quartier fut le théâtre d'affrontements violents entre la jeunesse et les CRS.



● Après ces événements une marche de 1500 personnes partait de La Reynerie pour porter à la mairie et à la préfecture, les revendications des habitants et salariés du quartier qui aspiraient à plus de justice, d'éducation et d'emplois.

## Août 2001

Personne n'est dupe, faire ce procès deux ans et demi après, un 8 août, alors qu'il était préalablement prévu le 20, montre le courage politique de la justice. La plupart des jeunes sont en vacances. À leur retour, cela ne fait qu'accentuer leur ressentiment face à une société qui les marginalise. Le réquisitoire ne demande qu'une peine de sursis. Les zones d'ombres de l'enquête (Habib aban-

donné sur le trottoir agonisant, le tir non signalé au retour de la patrouille dans le commissariat) restent dans le flou. Quant à la procédure, le procureur a choisi la correctionnelle plutôt que les assises. La sentence y sera moins forte. Le jugement a été rendu le 6 septembre, en pleine rentrée. Le brigadier a été jugé coupable d'homicide involontaire et a été condamné à trois ans avec sursis. Il ne satisfait personne, pas plus du côté des policiers que des partisans de la famille d'Habib. Ce verdict mi-figue mi-raisin et sans courage politique n'est pas une surprise. Tout le monde s'y attendait, la rumeur l'avait déjà amplifié et le résultat était couru d'avance. Le choix sécuritaire ayant été adopté par le gouvernement Jospin, un policier

ne peut être condamné à la prison. La presse était là. Articles apocalyptiques, présence des médias audiovisuels. Mais ces chacals de l'événement à sensation sont restés sur leur faim: il ne s'est rien passé dans le quartier ces jours-ci. Cette ultime pirouette de l'État ne fait que prolonger la litanie de dérapages qui se sont produits ces deux dernières années. L'ambiance de la rentrée risque d'être chaude et une fois encore la poignée de travailleurs sociaux va se retrouver en première ligne sans avoir les moyens de développer une alternative éducative. L'État n'a su répondre que par l'enfermement, le sécuritaire et l'abandon.

## Le ministre Bartolonne en goguette

Lors de la journée des repas de quartier, Bartolonne venait parader devant le lac de La Reynerie en se vantant d'avoir débloqué des milliards pour les quartiers. On cherche encore les retombées financières aujourd'hui de cette annonce.

Pour la petite histoire voici comment s'est organisée la venue de Bartolonne. Cette année-là, l'association « Reynerie se bouge », réseau local d'individus s'inscrivant dans la dynamique des grèves de 95 appelait au repas de quartier sur la base de la convivialité habitante mais aussi contre la corruption de responsables associatifs locaux et pour le développement de luttes sociales dans le quartier. La préfecture cherchait alors à prendre contact avec

le réseau mais il y avait fin de non recevoir pour accueillir le ministre. Les responsables du Développement social urbain (les mercenaires de l'État dans les quartiers) convoquaient des associations du quartier en catastrophe pour organiser l'accueil de Bartolonne. Une association de jeunes liée au Conseil général (majorité de gauche) a répondu présent et Bartolonne débarquait sur le quartier avec grand renfort d'élus de gauche et de droite dont Mme de Veyrinas, adjointe au maire. Petit débat avec les jeunes du style « Monsieur le ministre tout va bien, on maîtrise la situation », et « C'est bien mes petits gars, je vous aime ». Voilà notre ministre reparti avec le sourire, sous l'œil affligé des travailleurs sociaux. Lorsque des voitures brûlent dans le quartier tout le monde s'étonne! Ces jeunes sont tellement accueillants.

## La Régie de quartier en dérive

En février 2000, le syndicat SUD envoie une lettre au préfet afin de l'alerter sur des rumeurs persistantes autour de salaires exorbitants perçus par le directeur de la Régie. Le poste de ce directeur coûtait 20000 francs par mois et le salaire moyen des salariés dans cette association du lien social tournait autour du SMIC voire de moitié pour les CES.

Fin février, le directeur disparaissait et s'envolait pour une destination plus agréable, la Nouvelle-Calédonie. Il empochait grâce aux présidentes

**L'État n'a su répondre que par l'enfermement...**

## scolaire et périscolaire

L'Académie a supprimé des postes d'enseignants là où habitants et salariés demandaient le renforcement d'équipes d'instits spécialisés. Été 2001, la mairie pose des grilles jusqu'à deux mètres de hauteur et des serrures énormes sur les portes afin de réduire les risques de dégradation. Le projet d'architecture sociale défini par l'architecte Candéllis, il y a trente ans, était pour-tant l'ouverture des écoles et des administrations sur le quartier. Les centres de loisirs quant à eux laissés au secteur privé par le biais de l'association 1901 se démènent avec trois francs et six sous. Ils périssent pour la plupart. Le personnel en sous-effectif, souvent mal rémunéré ne reste pas. Il est difficile dans ces conditions de donner des repères suffisamment stables aux enfants et une politique cohérente à l'animation. Cette situation ne fait qu'augmenter les comportements instables d'une population déjà fortement touchée par les misères sociales. La question de l'éducation reste fondamentale.



du conseil d'administration de la Régie, 300 000 francs supplémentaires dans le cadre d'un licenciement à l'amiable. (cf. article d'Olivier Cyran dans *Charlie Hebdo* du 13 décembre 2000). On ne peut que parler de rumeurs; la justice n'a toujours pas inculpé en quoi que ce soit ce délinquant en col blanc. Le plus surréaliste est que cette Régie qui était essentiellement sous la houlette de la mairie n'avait toujours pas de nouveau conseil d'administration ni directeur officialisé. Mme de Veyrinas, initiatrice de la Régie, a laissé pourrir la situation en se déchargeant sur les autres de toute responsabilité. La préfecture n'a pas réussi à prendre le dessus dans cette situation. Le Conseil général s'est déclaré incompétent à pouvoir gérer cette structure préalablement verrouillée par la mairie. Aucun représentant de l'État n'était capable de faire avancer quoi que ce soit. Il a fallu deux grèves des salariés et plusieurs révoltes exaspérées par l'incompétence des décideurs pour que des avancées soient prises en considération (primes égalitaires pour tous les salariés, reclassement de deux salariées en fin de contrat à la mairie et création de trois CDI pour des femmes, reconnaissance de la prime d'ancienneté, 4 % d'augmentation pour tout le monde). La grève des salariés, 15 jours avant les élections municipales de mars 2000 a permis en trois heures le déblocage de la situation. Plusieurs mètres cubes de déchets ménagers sur la place prin-

cipale, aux pieds des HLM et dans le métro et les décideurs nomment un administrateur provisoire. Ces gens en insertion semblent bien plus responsables que ceux qui doivent l'être pour eux.

L'ardeur collective des salariés est temporisée par l'usure que subit chacun d'entre eux. L'absentéisme, la dépression, des actes de délinquance (vol de matériel) sont de plus en plus graves. L'absence de référents directionnels et d'orientations nouvelles a fragilisé l'association. Le laisser-aller ouvre la porte à toutes les dérives. Après tout l'ancien directeur s'est bien sucéré impunément, pourquoi ne pas en faire autant. Les responsables encore en place, ont proposé aux institutionnels des mécanismes qui ramèneraient la sérénité.

### L'OPAC cité

L'office HLM de la ville (OPAC) est en pleine déconfiture. Ses services du Mirail sont dans un état de délabrement technique tel que l'incompréhension entre salariés et locataires entraîne de fortes tensions au quotidien. Deux incidents, juste un peu avant l'affaire Pipo démontrent cela. Les salariés de l'Opac se mettent en grève car des jeunes avaient foncé avec une voiture bélier sur un employé. L'émoi fut grand à la direction de l'Opac et à la mairie. Ces derniers se rendirent immédiatement auprès du personnel en grève. La presse en a bien sûr aussi parlé. Cependant il y avait une autre version

des faits. Il semblerait que cet employé était un obsédé sexuel qui s'amusait à lancer des insanités aux femmes maghrébines lorsqu'il venait travailler dans les appartements. Un jour, un jeune qui était dans sa chambre a entendu cet employé débiter à sa mère des horreurs. Le lendemain ses copains et lui décidaient de lui faire peur. Aucune enquête n'a été demandée pour vérifier le bien fondé de ces informations. Les jeunes sont passés une fois encore aux yeux de la majorité bien pensante pour les méchants. Après les municipales de mars il s'est produit plusieurs agressions envers des employés liés à l'Opac. Lors de la deuxième agression qui concernait un employé d'origine maghrébine, une pétition interne des salariés est envoyée à la direction. Une troisième agression a lieu sur une employée qui tient le bureau d'accueil locataire. Grève du personnel. Dans le quartier circule l'idée que la grève s'est déclenchée parce que la femme était blonde et non pas maghrébine. Personne n'est au courant de la démarche précédente faite par les salariés. Enième maladie qui ne peut que perpétuer le climat exécrable. En réponse à ces incidents, la direction retire tous ses bureaux pour les placer en centre ville et dans un autre quartier. La solution se trouve dans la fuite laissant encore moins de salariés sur le site et renforçant ainsi la pression sur les quelques derniers salariés restés sur

place. Effet pervers : les salariés concernés considèrent leur mutation comme une délivrance.

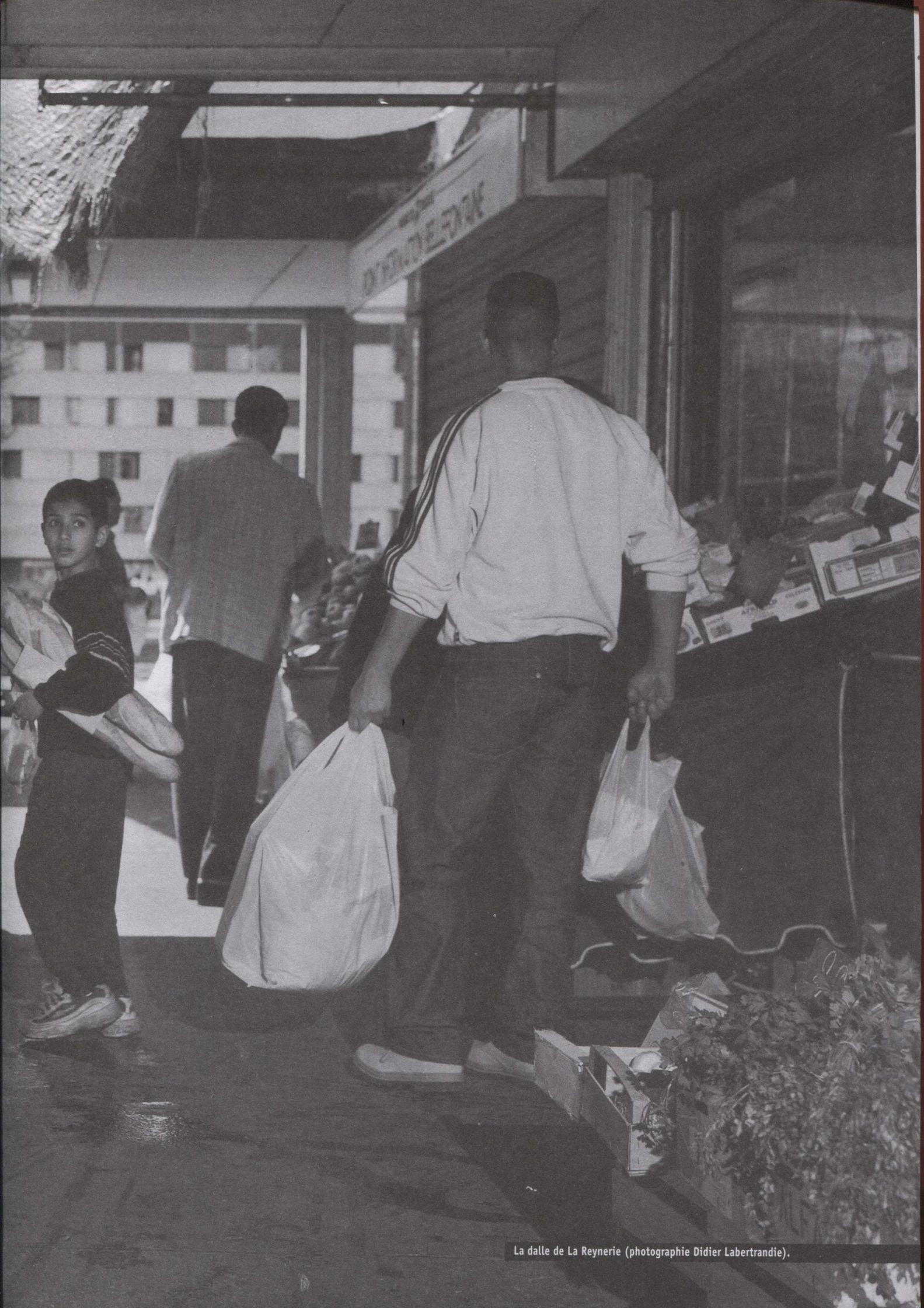
Voici le sordide du quotidien, succession de maladresses plus ou moins intentionnelles ou soumoises orchestrées par ceux que l'on appelle pompeusement les décideurs. Voir à la loupe le quotidien des quartiers populaires dit « défavorisés » aide à comprendre la réaction violente d'une population qui subit la perversion de l'appareil institutionnel d'État.

Acteurs du mouvement social encore présents, nous recevons en retour de plein fouet, cette situation malsaine. Le repli identitaire et la défiance systématique des populations ghettoïsées envers tout ce qui n'est pas reconnu comme de la « tribu » ont pour effet le rejet des militants. Ces habitants n'arrivent pas à concevoir qu'il puisse y avoir une démarche honnête, droite de notre part. Toute initiative est dévoyée. L'analyse courante est de chercher quel intérêt personnel peut avoir un individu qui s'engage dans ces quartiers (l'argent, la reconnaissance sociale, le pouvoir). Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner de voir nos rangs se clairsemés. La désillusion est réelle et se traduit par la fuite, la maladie somatique, le repli sur soi, la dépression, le découragement. « Quand la banlieue descendra sur la ville » chante Thieffaine, c'est l'espoir lointain qui pousse la poignée de militants à résister toujours et encore.

> Biquot

**Résister, toujours et encore...**





La dalle de La Reynerie (photographie Didier Labertrandie).

ARGENT LIQUIDE

# le débat de l'alibi de l'eau

Historiquement, le débat sur les histoires d'eau et d'assainissement n'est pas nouveau : un certain nombre d'associations ont eu l'occasion d'intervenir sur la question à Toulouse.

● Ainsi les revendications liées au montant ou à la lisibilité de la facture d'eau ont pu, dans le passé, mobiliser ponctuellement des associations locales comme l'UFC (l'Union fédérale des consommateurs), l'UCQ (Union des comités de quartier) ou encore la CNL (Confédération nationale du logement).

D'autres associations de défense de riverains se sont constituées, dans la périphérie toulousaine, la plus ancienne étant sans conteste celle qui s'est fédérée pour lutter contre les nuisances de l'usine de traitement des eaux usées de Ginestous. Ainsi, sur plus d'une quinzaine d'années, le collectif Ginestous a engagé avec la Générale des Eaux-Vivendi, la municipalité de Toulouse et les pouvoirs

publics un combat de longue haleine. Dépassant le localisme (le Nimby des Anglo-Saxons : *Not in my back yard*, pas dans mon jardin), le collectif, traversé par une forte sensibilité écologiste, a ouvert sa réflexion aux questions de choix de société.

Aujourd'hui, la question de l'eau et de l'assainissement devient une question au cœur des questions politiques, et est largement partagée par les populations.

## Eau, rage et désespoir

C'est d'abord la question du prix de l'eau, bien sûr, qui a grimpé significativement depuis la privatisation, ainsi que les prestations annexes (coûts des branchements).

L'application du tarif binôme, basé sur l'augmentation des frais fixes (anciennement appelés « location de compteur »), a ainsi pénalisé les petits consommateurs d'eau, c'est-à-dire la majorité des foyers toulousains sans que personne ne réagisse. L'augmentation du prix de l'eau suite à la privatisation a par ailleurs été habilement camouflée par la municipalité Baudis, puisqu'un an avant la privatisation de 1990 les politiques ont artificiellement gonflé le montant du mètre cube d'eau pour mieux préparer le lit de la CGE, vraisemblablement pressentie de longue date pour récupérer le marché fructueux de l'eau à Toulouse (lire l'article du prochain *Coquelicot* sur la question). Il y a donc urgence à « mettre le nez » dans les comptes obscurs de ceux qui sont censés clarifier l'eau.

Mais la question de l'eau, c'est surtout le sentiment que les Toulousains se sont fait confisquer le patrimoine accumulé patiemment sur de nombreuses années, payé par les usagers du service public de l'eau et de l'assainissement.



Les choix technico-politiques et les stratégies d'équipement des systèmes d'eau et d'assainissement deviennent de plus en plus opaques et apparaissent déconnectés des problématiques locales. Ainsi, après avoir absorbé les compétences techniques des personnels techniques de la ville de Toulouse, la CGE a dispatché les cadres les plus pointus au niveau régional et déposé les services locaux de leur savoir-faire : de nombreuses fonctions de l'entreprise comme l'informatique, la facturation sont désormais ailleurs qu'à Toulouse. Maintenant, pour résoudre un problème qui aurait été traité localement (à l'époque du service public), il est fait appel à des ressources de la multinationale basées ailleurs en France ou dans le monde. Dans ces conditions, les choix techniques, stratégiques échappent complètement à la ville de Toulouse : les solutions techniques proposées ne sont pas tant mises en œuvre pour résoudre un problème réel local que pour traduire une stratégie globale de marketing du groupe multinational. Les pistes sont ainsi suffisamment brouillées pour qu'une remunicipalisation des services des eaux s'avère difficile, voire impossible.

L'impact de l'hégémonie de la CGE ne se traduit pas seulement sur les consommateurs. Même les petites entreprises indépendantes travaillant dans le secteur des travaux publics ont été touchées : Vivendi fait d'abord travailler les entreprises filiales du groupe Vivendi pour la pose des tuyaux, la construction d'usines de traitement, les études, l'informatisation. À ces constats, s'ajoute le fait que la CGE n'assure plus une maintenance des réseaux d'un niveau de qualité comparable à celui du Service des eaux et de l'assainissement : le patrimoine se dégrade du fait d'un rythme trop lent de rénovation. Par exemple, avant la privatisation l'essentiel du réseau d'eau potable avait moins de trente ans. C'est loin d'être le cas aujourd'hui, et l'âge moyen de l'ensemble des canalisations augmente d'année en année. Face à cette main mise sur la ville, les élus des municipalités Baudis-Douste, et leur meilleur représentant Diébold, s'en

remettent aux recommandations des « spécialistes » de la CGE : aucun contrôle sérieux du délégataire n'est assuré, si ce n'est qu'un contrôle administratif de façade. En 1990, la droite privatisait l'eau et l'assainissement, avec la timide désapprobation du PS de l'époque, et en dépit de l'opposition de plus des deux tiers des ménages, et de quelques rares associations de consommateurs. Pendant plus de douze ans, la municipalité Baudis a ainsi pu faire sa « cuisine » de l'eau sans rencontrer d'opposition organisée.

### Méfie-toi de l'eau qui dort...

Il était donc temps que les Toulousains réagissent. L'association a ainsi fédéré des membres d'associations diverses dont le collectif Ginestous et des sensibilités diverses depuis les organisations politiques comme les Verts, la LCR, le PS, Alternative libertaire, mais aussi des membres d'ATTAC, etc. Dès sa création, Eau-Secours s'est trouvée propulsée dans des actions juridiques sur la question du transfert des contrats d'assainissement à la communauté d'agglomération, à l'image des associations d'autres villes qui ont gagné des procès comme à Saint-Étienne, Grenoble... Un recours gracieux a ainsi été lancé individuellement par certains membres de l'association, parallèlement à l'action en justice de François Simon, pour le PS. L'ensemble des irrégularités relevées dans le transfert du contrat initial a été pour l'instant rejeté par le Préfet et la ville de Toulouse au motif principal que ce qui est illégal aujourd'hui ne l'était pas à l'époque, et que le transfert vers la CAGT se fait de droit, sans nécessiter une remise en concurrence de la concession. L'approche juridique a ainsi rapidement montré ses limites : on efface tout et on recommence !

### La fracture de l'eau est arrivée

Aujourd'hui, l'association a du pain sur la planche, pour faire un travail politique de fond, s'appuyant sur la constitution de dossiers, d'information, de mobilisation des usagers et de pres-

## EAU-SECOURS 31... KESAOU'EAU?

Cette association Eau-Secours 31 regroupe des usagers et consommateurs des services d'eau, d'assainissement et de collecte/traitement des déchets, basés en France, et plus spécifiquement dans la région toulousaine.

L'association se donne pour but :

- d'informer ces usagers et consommateurs, en vue de les aider à faire valoir et respecter leurs droits individuels et collectifs,
- de défendre la notion que l'eau, bien vital pour l'humanité, ne saurait devenir une source de profits pour des entreprises privées ou des groupes financiers,
- d'obtenir en conséquence que la gestion de l'eau, de l'assainissement et des déchets relève du service public,
- d'intervenir dans tous les débats publics et études touchant à la gestion des ressources en eau et des déchets, au niveau national et mondial, dans une perspective de respect de l'environnement et du développement durable,
- de coordonner ses interventions avec tous les acteurs sociaux agissant sur ces thèmes au travers de réseaux plus larges.

L'association se réserve la possibilité d'intervenir sur tous les domaines d'activité des collectivités territoriales, établissements publics, entreprises privées, groupes financiers et multinationales, impliqués dans le secteur de l'eau, de l'assainissement et des déchets.

Contact : Eau Secours 31/CASC

10 bis, rue du Colonel Driant 31400 Toulouse

Tél./Répondeur : 05 61 14 14 34

sion sur la municipalité de Toulouse et de l'agglomération du Grand Toulouse pour :

- obtenir la transparence des comptes de la CGE, et la mise en place de commissions consultatives de l'eau ;
  - obtenir à terme la remunicipalisation des services public de l'eau et de l'assainissement ;
  - appuyer les initiatives des usagers face aux nuisances des systèmes d'assainissement, mais aussi dans leur lutte pour la défense de leurs intérêts ;
  - lancer le débat sur des grands thèmes comme le prix de l'eau, la mise en œuvre de la loi sur l'eau, les questions environnementales ;
  - dénoncer l'omniprésence de la pieuvre Vivendi sur Toulouse.
- Eau-Secours s'est ainsi dotée de statuts (voir encadré) définissant des objectifs suffisamment clairs pour cadrer son intervention, mais aussi suffisamment larges pour pouvoir avoir toute latitude d'intervention dans les débats publics qui ne manqueront pas d'être lancés dans les années à venir. Il est grand temps que la politique de l'eau change à Toulouse, et l'association Eau-Secours devrait pouvoir y contribuer. Avant que l'étincelle ne fasse déborder le réservoir...

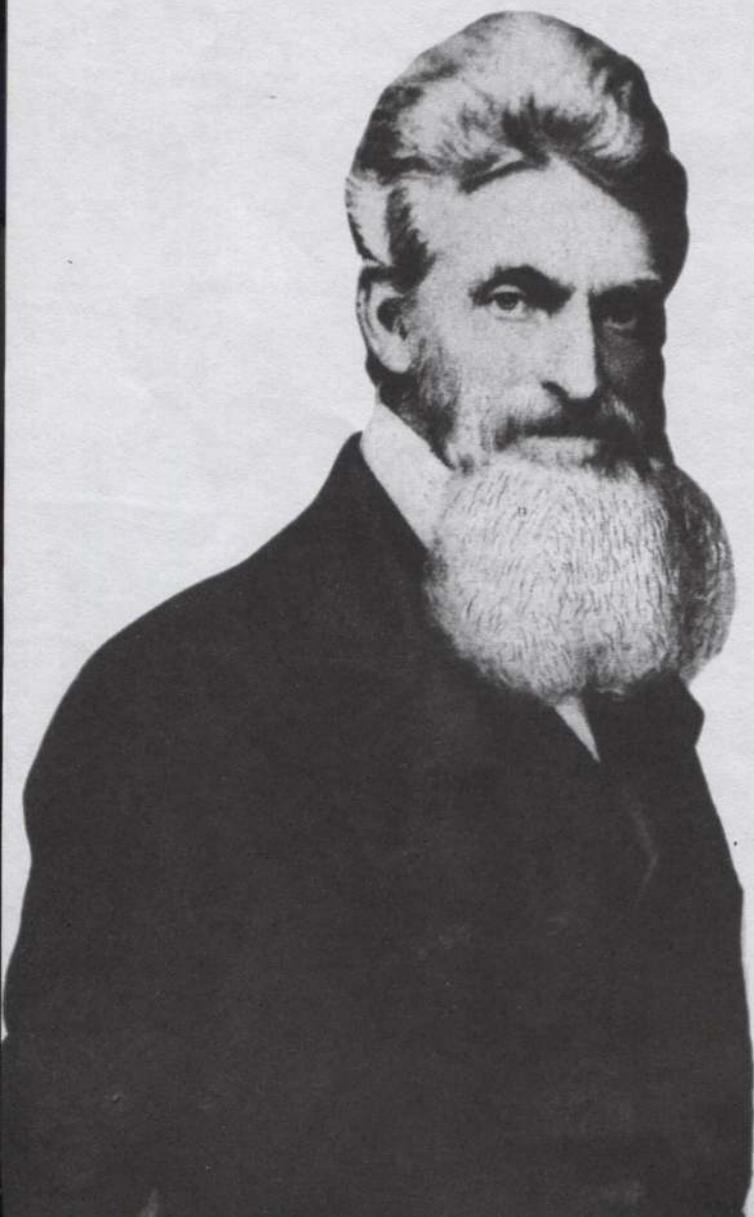
> Albéric B.



## L'omniprésence de la pieuvre Vivendi sur Toulouse...

MOUVEMENT BROWNIEN

# john brown le premier terroriste était américain



Si vous n'avez pas lu *Pourfendeur de nuages* ne lisez pas cet article. En 1859, une bande d'allumés, menée par un puritain barbu prend d'assaut un arsenal d'armes de guerre à la frontière de la Virginie, dans la ville de Harpers'Ferry. Cette prise d'otages durera une journée, coûtera plusieurs vies humaines, et se terminera par un procès expéditif où John Brown sera exécuté malgré l'intervention de Victor Hugo.

● Qui était John Brown ? Un illuminé en lutte contre l'esclavage pratiqué dans les États du Sud de l'Union. L'avancée vers l'Ouest fait voler en éclat le compromis de 1820 qui limitait l'esclavage aux États du Sud. Le lobby des planteurs est en passe de s'emparer de la présidence des États-Unis. Le mouvement abolitionniste qui organisait depuis des années les filières clandestines pour aider les esclaves noirs, en fuite vers le Canada, était minoritaire et condamné à l'immobilisme. Après une guerre entre les libéraux et les esclavagistes dans le nouvel État du Kansas pour s'assurer de la position de cet État et donc de la majorité à la présidence des États-Unis, John Brown eut l'idée d'un coup de force dans un État du Sud pour entraîner un soulèvement du peuple

noir et la chute du système de l'esclavage. Mais comment pouvait-il s'imaginer qu'aucun esclave noir ne viendrait les rejoindre dans cet arsenal ? Cette tentative montre le danger d'aveuglement qu'il y a dans le passage à la lutte armée et au « terrorisme ». Cette illusion généreuse qui nous fait prendre nos désirs pour des réalités a été souvent mise en œuvre : un seul exemple, l'invasion républicaine du val d'Aran en 1945.

Ici, un ensemble de textes trouvés sur le web. Ces deux pages sont à découper suivant les pointillés et à ajouter en annexe au merveilleux livre de Russell Banks paru aux éditions Actes sud en 1998, qui raconte cette épopée de façon romancée, grâce à la traduction exceptionnelle de Pierre Furlan.

## John Brown par Frida Boccara

John Brown partit faire la guerre en Virginie (*bis*).

Il dort au creux de la terre en Virginie,  
mais son nom vivra toujours.

(Refrain)

Glory glory hallelujah (*ter*)  
son nom vivra toujours.

Là-bas l'homme noir mourait pour le coton. (*bis*)

John Brown voulut le tirer de sa prison  
et leva mille tambours.

(Refrain)

Quand il a pris l'arsenal au petit jour il a pensé  
que toute une armée d'esclaves viendrait combattre à ses côtés,  
mais quand l'homme n'est pas prêt, il a peur de la liberté,  
et personne n'a bougé.

(Refrain)

Ils ont pendu Johnny Brown en Virginie, (*bis*)  
mais la fleur qu'il a semée pousse aujourd'hui,  
et son nom vivra toujours.

(Refrain)

# Lettre de **victor hugo** aux États-Unis

● « Quand on pense aux États-Unis d'Amérique, une image majestueuse se lève dans l'esprit, Washington. Or dans cette patrie de Washington, voici ce qui se passe en ce moment. Il y a des esclaves dans les États du Sud, ce qui est indigne, comme le plus monstrueux des contresens, la conscience logique et pure des États du Nord. Ces esclaves, ces nègres, un homme blanc, un homme libre, John Brown, a voulu les délivrer. Certes, si l'insurrection est un devoir sacré, c'est contre l'esclavage. John Brown a voulu commencer l'œuvre de salut par la délivrance des esclaves de la Virginie. Puritain, religieux, austère, plein de l'évangile, *Christus nos liberavit*, il a jeté à ces hommes, à ces frères, le cri d'affranchissement. Les esclaves, éternels par la servitude, n'ont pas répondu à l'appel. L'esclavage produit la surdité de l'âme. John Brown, abandonné, a combattu; avec une poignée d'hommes héroïques, il a lutté; il a été criblé de balles, ses deux jeunes fils, saints martyrs, sont tombés morts à ses côtés, il a été pris. C'est ce qu'on nomme l'affaire de Harper's Ferry. John Brown, pris, vient d'être jugé avec quatre des siens, Stephens, Copp, Green et Coplands. Quel a été ce procès? Disons-le en deux mots: John Brown, sur un lit de sangles, avec six blessures mal fermées, un coup de feu au bras, un aux reins, un à la poitrine, deux à la tête, entendant à peine, saignant à travers son matelas, les ombres de ses deux fils morts près de lui; ses quatre coaccusés blessés se traînant à ses côtés, Stephens avec quatre coups de sabre; la "justice" pressée et passant outre; un attorney Hunter qui veut aller vite, un juge Parker qui y consent, les débats tronqués, presque tous délais refusés, production de pièces fausses ou mutilées, les témoins à décharge écartés, la

défense entravée, deux canons chargés à mitraille dans la cour du tribunal, ordre aux geôliers de fusiller les accusés si l'on tente de les enlever, quarante minutes de délibération, trois condamnations à mort. J'affirme sur l'honneur que cela ne s'est point passé en Turquie mais en Amérique. On ne fait point de ces choses-là impunément dans le monde civilisé. La conscience universelle est un œil ouvert. Que les juges de Charlestown Hunter et Parker, que les jurés possesseurs d'esclaves et toute la population virginienne y songent, on le voit. Il y a quelqu'un.

Le regard de l'Europe est fixé en ce moment sur l'Amérique.

John Brown, condamné, devait être pendu le 2 décembre (aujourd'hui même).

Une nouvelle arrive à l'instant. Un sursis lui est accordé. Il mourra le 16. N'importe! le devoir est d'élever la voix. Un second sursis suivra peut-être le premier. L'Amérique est une noble terre. Le sentiment humain se réveille vite dans un pays libre. Nous espérons que Brown sera sauvé [...]. Lorsqu'on réfléchit à ce que Brown, ce libérateur, ce combattant du Christ, a tenté, et quand on pense qu'il va mourir, et qu'il va mourir égorgé par la république américaine, l'attentat prend les proportions de la nation qui le commet; et quand on se dit que cette nation est une gloire du genre humain, que comme la France, comme l'Angleterre, comme l'Allemagne, elle est un des organes de la civilisation, que souvent même elle dépasse l'Europe dans de certaines audaces sublimes du progrès, qu'elle est le sommet de tout un monde, qu'elle porte sur son front l'immense lumière libre, on affirme que John Brown ne mourra pas, car on recule épouvanté devant l'idée d'un grand crime commis



par un si grand peuple! Au point de vue politique, le meurtre de Brown serait une faute irréparable. IL ferait à l'union une fissure latente qui finirait par le disloquer. IL serait possible que le supplice de Brown consolidât l'esclavage en Virginie, mais il est certain qu'il ébranlerait toute la démocratie américaine. Vous sauvez votre honte, mais vous tuez votre gloire. Au point de vue moral, il semble qu'une partie de la lumière humaine s'éclipserait, que la notion même du juste et de l'injuste s'obscurcirait, le jour où l'on verrait se consommer l'assassinat de la Délivrance par la Liberté. Quant à moi, qui ne suis qu'un atome, mais qui, comme tous les hommes, ai en moi toute la conscience humaine, je m'agenouille avec larmes devant le drapeau étoilé du nouveau monde, et je supplie à mains jointes, avec un respect profond et filial, cette illustre république américaine, d'aviser au statut de la loi morale universelle, de sauver John Brown, de jeter bas le menaçant échafaud du 16 décembre, et de ne pas permettre que, sous ses yeux, et j'ajoute en frémissant presque par sa faute, le premier fratricide soit dépassé. Oui, que l'Amérique le sache et y songe, il y a quelque chose de plus effrayant que Caïn tuant Abel, c'est Washington tuant Spartacus. »

► **Victor Hugo**

Hauteville, le 2 décembre 1859

## Comme un acte désespéré

● « J'ai pu cet été visiter Harper's Ferry, et j'ai été plus que fasciné par l'histoire de John Brown [...]. Dans le documentaire, très violent par rapport à l'image de Brown, ce dernier est le plus souvent représenté le visage entouré de flammes avec des yeux à vous faire peur... Sur l'arrière de la vidéo, on le nomme « le père du terrorisme ». À la fin de la cassette, vous voyez plus un illuminé qui se prenait pour Dieu qu'un abolitionniste convaincu... Le massacre de Pottawatomie Creek est dépeint comme un acte odieux (et il l'était, aussi bien la cause était-elle juste, je doute que le fils de dix-huit ans d'un des planteurs assassinés ait quelque chose à voir avec l'esclavage, mais il fut quand même assassiné au sabre par les fils de Brown, pendant que le père logeait une balle dans la tête du cadavre du planteur), et le raid d'Harper's Ferry (notamment par l'assassinat au début du raid d'un... Noir libre par la bande de Brown) comme un acte désespéré (pourquoi ne s'est-il pas enfui avant midi de ce 16 octobre?) et suicidaire... En bref John Brown et sa « guerre sainte », lorsqu'il mit le Kansas à feu et à sang avant le raid d'Harper's Ferry, ne sont pas vraiment des images très positives de l'abolitionnisme, car elles sont couvertes de sang et de souffrance... Un juste retour de ce qu'enduraient les esclaves? « Œil pour œil ne rendra que le monde aveugle » avait dit le contraire de Brown, le père de la non-violence, Ghandi...

<http://histoforums.free.fr/seces/aff.php3?777>



**Vous sauvez votre honte, mais vous tuez votre gloire...**

RAYONS FRAIS

# Pour venir chez nous il faut le faire exprès

Marre des grandes enseignes du discount, marre de la pensée qui se vend comme des boîtes de conserve, marre de la désertification des quartiers. C'est le début de notre grande série sur la résistance à l'uniformité du marché. Le Coquelicot a ouvert la porte de la librairie Cocagne spécialisée dans la nature et les sciences qui se cache sous une tonnelle, à deux doigts des allées Charles-de-Fitte, dans le quartier Saint-Cyprien.

**Lise.** – J'ai ouvert la librairie il y a douze ans. Je n'avais pas vu, au départ l'importance de cette localisation. Cela ne me semblait pas poser de problèmes de ne pas être dans le centre de la ville, ou du moins dans le bon centre (qui est très réduit). Il y a aussi des avantages, c'est que les gens qui viennent nous voir savent pourquoi, ce sont des passionnés, et c'est très agréable. Ceux qui passent par hasard sont des gens du quartier et c'est très bien aussi. Il n'y a pas tous les inconvénients du centre, la foule... Du coup Cocagne a mis plus de temps à être connu mais maintenant nous sommes reconnus dans le milieu naturaliste... C'est la gloire.

**Antoine.** – Les gens du quartier viennent aussi pour leurs livres, les polars, les romans, etc. Et ils disent: ah elle est bien cette librairie!

**Le Coquelicot.** – *Il n'y a plus beaucoup de librairies où on se sente bien.*

**Lise.** – Oui, mais j'ai choisi d'être dans un lieu que j'aime...

**Le Coquelicot.** – *Donc le fait d'être une librairie spécialisée dans un quartier et non dans le centre ville ne vous pénalise pas?*

C'est justement parce que je suis spécialisée que je peux survivre hors du centre. Même si le fait d'être une librairie spécialisée est plus lourd au départ par la nécessité d'acquérir un stock important qui ne tourne pas. Mais nous ne sommes pas submergés par les colis d'éditeurs, on domine mieux sa gestion. C'est plus satisfaisant.

La librairie Fleur d'encre qui est aussi une librairie de quartier a fait le choix d'être une librairie généraliste et ce qui la sauve c'est d'être une papeterie, donc de faire des fournitures scolaires et d'être devant une bouche de métro. Quant au Hussard bleu, dans

le quartier, c'est sa spécialisation dans le polar qui lui permet de tenir à condition de multiplier les signatures, les salons... Moi aussi, je fais beaucoup de salons. Je vais jusqu'à Lyon, ou à Marseille, cela me permet de vendre et de faire connaître la librairie.

## Je n'ai jamais fait de pub et refuse d'en faire

Ici, vous avez du conseil, on montre les livres. Même si le client ne sait pas exactement ce qu'il veut, il a ici tous les moyens d'obtenir des informations, contrairement à la Fnac où l'on a très peu de renseignements pour faire son choix et où les achats se font par impulsion.

Beaucoup de gens viennent chez nous pour se renseigner, repérer un livre puis reviennent quelques jours plus tard pour l'acheter. C'est l'intérêt d'une librairie de consulter des livres, de se renseigner sur ce qui existe... Nous avons aussi des clients qui viennent commander des ouvrages que nous n'avons pas en stock, par exemple des gens du quartier qui ne veulent même pas traverser les allées Charles-de-Fitte!

Certaines personnes rentrent chez nous pensant que nous sommes une bibliothèque ou un centre culturel car nous présentons les livres sur la tranche vu que nous avons beaucoup de stock. Il a été écrit dans une brochure municipale que nous étions un mini centre culturel, ça nous a fait bien rire.

Tant qu'on ne ferme pas, on s'en sort. Les difficultés d'être spécialisés c'est que nous nous adressons à de petits éditeurs et non pas à des grossistes, que nous payons énormément de frais de port. Nous avons du travail de « paperasse » et nous travaillons avec des remises plus faibles que pour la

littérature. Nous cumulons donc tous les facteurs de non-rentabilité.

Il y a encore deux ans on s'en sortait à peu près bien par les achats des bibliothèques spécialisées, en particulier celle de la faculté de sciences. Leur comptable avait le droit d'acheter jusqu'à une certaine somme chez qui il voulait. Maintenant, c'est par marché et tous les ouvrages en anglais sont commandés chez les éditeurs anglais, tout le reste passe par les fournisseurs de la Fnac ou par les librairies du groupe Flammarion. La Fnac faisant la remise qui est exactement équivalente à celle que les éditeurs font aux petits libraires, obtient ainsi un monopole auprès des bibliothèques.

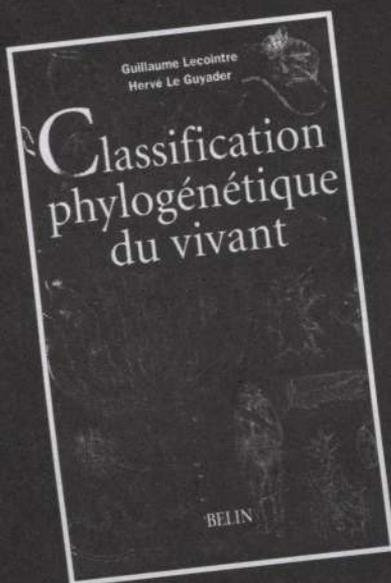
## Les lecteurs sont lésés dans cette histoire

Il faut savoir que ces grosses structures travaillent pratiquement à prix coûtant, ne vendent que les livres sur lesquels il y a des remises importantes, et se rattrapent avec les délais de paiement et les manipulations financières qui vont avec, ce qui n'a plus rien à voir avec le métier de libraire.

Les lecteurs sont lésés dans cette histoire. On ne leur sert que les livres obtenus avec des grosses remises. Ce qui nous sauve c'est les salons, là nous pouvons vendre beaucoup et nous ne sommes limités que par le poids.

**Le Coquelicot.** – *Que proposez-vous aux lecteurs du Coquelicot?*

Le best-seller de l'été c'est la *Classification phylogénétique du vivant* de Guillaume Lecointre et Hervé le Guyader chez Belin. Il faut le lire. C'est la systématique qui revient à l'honneur, la descendance, l'arbre du vivant. C'est absolument révolutionnaire, c'est la retraduction de Darwin.



**Nous cumulons tous les facteurs de non-rentabilité...**

LIBER... TERRE

# Couleur rubis

● Depuis la cuisine, elle pouvait le voir confortablement installé devant les actualités télévisées. Elle découpait en fines lanières des poivrons qui saignaient comme chair vivante, noyaient sa rétine de giclées rouges dont elle buvait l'odeur avec avidité. Soudain, elle le vit jaillir du fauteuil, se dresser d'indignation devant la nouvelle.

— Tu te rends compte, vraiment, il y a quelque chose qui ne tourne pas rond. Un musée Mussolini ! Laisse ça et viens voir, parce que je me demande où l'on va !

Elle ne bougea pas. Ses oreilles lui suffisaient pour recevoir la nouvelle. Elle n'avait pas besoin d'un rîncage rétinien télévisuel qui aurait remplacé l'image des poivrons gorgés de soleil par d'infects napperons, pots de chambre et crucifix du Duce, ou par le visage répugnant de son adorateur gardien de musée. Le bond qu'avait fait le vieillard lui fit mal, parce qu'elle savait quelle douleur le traversait, lui qui avait combattu le fascisme toute sa vie.

— Pourquoi pas un musée Franco, tant

qu'on y est ? hurla-t-il.

Debout devant la grande table, devant les légumes amoncelés, dans cette frénésie de rouges et de verts, dans l'odeur enivrante des poivrons découpés, elle vacilla. Tout cela tout à coup lui parut irréel : le soleil qui entrait par la fenêtre ouverte, le jus qui tachait la nappe, le saladier dans lequel elle versait le fruit de son travail. La tranquillité avec laquelle elle effectuait ce travail. Le plaisir aussi, du regard et du geste. Est-ce possible, pensa-t-elle, que tout ce que j'accomplis en cet instant n'existe pas ? Que la vie des hommes, ce soit la guerre, la haine, la souffrance ? Elle eut la vision d'une enfant marchant pieds nus dans la neige, tirée par une

ombre enveloppée d'une couverture. D'une nuit glaciale et trouée par la faim.

Le vieillard s'était rassis, silencieux et amer. Elle regarda autour d'elle, se reprit de la table chargée de légumes, de leur reflet brillant, de leur couleur vivante. Aujourd'hui, ils ne l'auraient pas, aujourd'hui les vieux fous retourneraient bredouilles à leurs idées de cauchemar. Aujourd'hui, elle n'aurait pas peur.

Elle saisissait un poivron, taillait lentement dans la chair rouge, versait le contenu de la planche dans le grand saladier de verre qui se la jouait couleur rubis, recommençait. La vie, quoi.

> Valmat

## LIBRES LIVRES

### Big Jane de Michael Cimino

Éditions Gallimard/La Noire.

Premier roman du cinéaste Michael Cimino, *Big Jane* dresse le portrait d'une fille pas comme les autres qui ira se battre en Corée. D'origine irlandaise, Jane Kiernan, plus couramment appelée Big Jane, n'est pas vraiment le genre petit écuré. « Âgée de dix-huit ou dix-neuf ans, pieds nus et en jean, Jane aurait pu prétendre au titre de Miss Univers dans la catégorie muscle. » À côté, Fergus, son père, a presque l'air d'un nain ! Il fait creuser et reboucher à sa fille des trous gigantesques dans le jardin « en guise de punition tous usages pour chacun des péchés qu'elle commettait au cours de l'été ». Nous sommes en 1951, à Rosedale, Long Island, une banlieue résidentielle. Big Jane entamera une errance à travers le pays jusqu'au moment où elle décidera de s'engager dans la Navy, enrôlée dans un bataillon du cinquième régiment des Marines, partant pour la Corée... Cimino déroute et séduit à travers ce savoureux mélange de déjante et d'humanisme, un peu comme dans ses films *La Porte du Paradis*, *Voyage au bout de l'enfer*, *L'Année du Dragon*. Particularités : 1/chaque chapitre

est ponctué par un extrait du *Don Quichotte* de Cervantès. 2/le temps d'un livre où il fait presque toujours froid.

### Water Music de T. C Boyle

Réédition Phébus Libretto.

À lire ou à relire mais surtout ne pas se priver d'un si grand plaisir de lecture ! Pour la truculence, le foisonnement romanesque, il s'agit tout à la fois d'un roman picaresque, d'aventures, d'un conte libertin en costume XVIII<sup>e</sup>, voire d'un roman noir américain.

### Une si longue lettre de Mariama Bâ

Éditions Le Serpent à Plumes, collection Motifs.

Mariama Bâ est née en 1929 au Sénégal. Diplômée de l'École normale en 1947, elle enseigne douze ans avant d'être affectée à l'Inspection régionale. Militante des droits de la femme, mère de neuf enfants, elle écrit en 1979 *Une si longue lettre* qui est devenue l'une des œuvres majeures de la littérature africaine francophone. Dans ce roman épistolaire, elle fait parler une Sénégalaise, Ramatoulaye Fall, écrivant à une amie de jeunesse Aïssatou Ba. À travers le quotidien qu'elle lui conte, c'est toute l'existence des femmes africaines qui

se trouve dévoilée : devoirs religieux, sociaux, familiaux, tous sont ici regardés, soupesés et aussi souvent dénoncés. Au cœur de ce roman, l'auteur pose la question fondamentale de la polygamie dont sont victimes tant de femmes du continent.

### L'Anarchisme a-t-il un avenir ?

Atelier de création libertaire  
BP 1 186 69202 Lyon CEDEX.

Histoire de femmes, d'hommes et de leurs imaginaires. Les textes du colloque international qui s'est tenu à Toulouse du 27 au 29 octobre 1999 sont transcrits dans un ouvrage de plus de 500 pages. Cette rencontre répond-elle à cette vaste question ? Les intervenants et les participants ont essayé d'y répondre à leur manière et sous divers angles. De « Figures anarchistes en Amérique latine » « Repenser l'économie et ses patrons » « Idéologies et pratiques » « Sexisme et anarchie » et bien d'autres, on trouve là des idées et des pratiques réactualisées et reprises par de nombreux groupes, associations, collectifs... ne prétendant être ni anarchistes, ni libertaires. Le mouvement social que l'on retrouve de Seattle à Gênes et bientôt à Bruxelles ne démontre-t-il pas sa capacité à l'autonomie et à l'imaginaire, qualités portées par l'anarchisme ? Ce

travail universitaire est une contribution à la compréhension des évolutions essentielles de notre époque.



**La capacité à l'autonomie et à l'imaginaire...**

## LES MURS EN PARLENT



Payez-nous mieux le café, et laissez tomber les ONG!

## SOMMAIRE

ÇA M'ENERVE	
Oussama Ben Pognon	2
LA GRANDE PAROISSE	
Seveso-sur-Garonne	3
TOUS À LA CHAPELLE	
Rencontre libertaire	5
C'EST PAS DU PIPO	
L'État pervers à Reynerie	6
VUE	
La Reynerie	8
ARGENT LIQUIDE	
le débat de l'alibi de l'eau	10
MOUVEMENT BROUYNIEN	
Le premier terroriste	12
RAYONS FRAIS	
La librairie Cocagne	14
LIBER... TERRE	
Couleur rubis	15
LIBRES LIVRES	15

## ALERTE Coquelicot **nouveau**

● Il y a des alertes qui méritent une bafouille! Vous avez entre les mains un nouveau *Coquelicot*. Avec une nouvelle maquette, tiré en offset, imprimé avec de l'encre... Il change tellement que nous avons le sentiment de prendre un nouveau départ! Mais il s'agit aussi d'une fuite en avant! Le *Coquelicot* est dans la panade... Hé oui! Jusqu'à présent, malgré de nombreuses difficultés, nous avons réussi à tenir le coup, depuis plus de six ans, et offrir un journal militant de qualité. Mais là, faut qu'on vous explique : le grand

capital fait table rase du service public et, du coup, les tarifs postaux grèvent notre budget déjà maigre. Nous devons donc expédier plus pour maintenir nos prix. Mais cela entraîne une augmentation du tirage et là c'est le tirage numérique qui coûte cher. Quant à la couleur même si nous avons des prix d'amis ce n'était plus possible. Alors nous faisons le grand saut et passons à l'offset, tirons beaucoup plus pour à peine plus cher et expéditions plus de numéros... Mais cela ne sera pas possible très longtemps... Ce qu'il manque

cruellement à notre journal, ce sont les abonnements même si nous vendons un bon nombre d'exemplaires sur les manifs. Alors c'est vraiment le moment! Si vous êtes abonné(e)s : bravo, continuez et, si possible faites un don, abonnez un(e) ami(e) autour de vous! Si vous étiez abonné(e)s, reprenez-en, c'est de la bonne gourmandise! Nous espérons que vous répondrez favorablement à cette sollicitation, il en va de la survie du journal car, après, on est à sec! Hasta la victoria siempre!

> Le Coquelicot

Directeur de publication : Patrick Leclerc

Équipe de rédaction :

Marc Bernard, Jenny Corral,

Juanito Marcos, Robert Venezia.

Prix du numéro : 20 F

Abonnement : 5 numéros : 100 F

Abonnement de soutien : 150 F

Boîte postale : 4 078 31029

Toulouse CEDEX 4

Commission paritaire : 760/95

Ont été mis à contribution

pour ce numéro :

Albéric B., Bibass, Biquet, Caillou,

Ravachefolle, Dessins de P. Rouault.

Les articles sont sous

la responsabilité de leur auteur.

Imprimerie spéciale : Le Coquelicot

## POT DE VIN ET COPINAGE

● Le réseau Sortir du nucléaire publie à un million d'exemplaires *L'Aberration*. Il a les couleurs de *Libération*, le format de *Libération*, mais ce n'est pas *Libération*. Son objectif et celui du réseau sont d'apporter un maximum d'informations et d'agir concrètement pour un avenir sans nucléaire. Comme pour l'usine AZF à Toulouse, les « experts » du tout nucléaire nous affirment « tout est maîtrisé! », « pas de risque! », « tout va bien! ».

Politiquement c'est une énergie centralisée qui échappe totalement au contrôle de la population. Le samedi 20 octobre aura lieu la journée nationale « Sortons de l'âge du nucléaire » avec quatre rassemblements régionaux. À Toulouse l'Alternative libertaire appelle au rassemblement qui aura lieu place du Capitole.

Pour lire et diffuser *L'Aberration*, contacter F. des 613 associations 9, rue Dumenge F-69004 Lyon.

# Je m'abonne au Coquelicot

Je désire souscrire un abonnement :

pour 5 numéros : 100 F  
de soutien : 150 F

NOM : .....

PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

LE COQUELICOT, BP 4078, 31029 TOULOUSE CEDEX 4